Zeitschrift: Bulletin Electrosuisse

Herausgeber: Electrosuisse, Verband für Elektro-, Energie- und Informationstechnik

Band: 113 (2022)

Heft: 3

Artikel: C'est la décennie à venir qui est décisive, pas la suivante. = Die nächste Dekade entscheidet, nicht jene danach

Autor: Bourdin, Valérie

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1037082

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 01.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

C'est la décennie à venir qui est décisive, pas la suivante.

Parlement | Le projet de loi pour un approvisionnement en électricité sûr reposant sur des énergies renouvelables (Mantelerlass) est sur la table de la commission concernée aux États. Les enjeux sont colossaux. La pesée des intérêts est au cœur des débats et des compromis en matière de paysage et de biodiversité sont possibles. Entretien avec la conseillère aux États Adèle Thorens Goumaz.

Figure: parlement.ch

Biographie

Conseillère aux États verte vaudoise, Adèle Thorens Goumaz s'engage pour que la Suisse devienne leader en matière de gestion durable des ressources et d'économie verte. Vice-présidente de la CEATE-E, ses domaines de prédilection sont notamment la transition énergétique et le climat, l'agriculture et la biodiversité.

Bulletin: Vos priorités énergétiques et climatiques dans le traitement du Mantelerlass?

Adèle Thorens Goumaz: La loi fixe des objectifs de développement des énergies renouvelables très insuffisants et le rythme de développement prévu est trop lent. Nous avons besoin d'une augmentation drastique et rapide de la production, que ce soit du point de vue de la sécurité de l'approvisionnement ou de l'atteinte de nos objectifs climatiques. C'est la décennie à venir qui est décisive, pas la suivante.

Le Conseil fédéral a fixé un objectif de 17 000 GWh pour 2035 pour les énergies renouvelables, à l'exception de l'hydraulique. Nous pensons qu'il faudrait être deux fois plus ambitieux. Le potentiel dans le domaine du solaire est considérable et sous-exploité. Swissolar estime qu'un objectif général d'au moins 30 000 GWh pour 2035 serait raisonnable et qu'il pourrait se composer d'au moins 25 000 GWh d'énergie photovoltaïque.

Comment vraiment y parvenir concrètement?

Les instruments de soutien doivent être renforcés. Il y a plusieurs propositions sur la table pour adopter un système de rachat qui permette de susciter les investissements nécessaires. J'espère que nous pourrons nous mettre d'accord sur une version qui ait un véritable impact. Je suis également favorable à des prescriptions. Les nouvelles constructions disposant de toitures correctement orientées devraient systématiquement être équipées de panneaux photovoltaïques. Il faut enfin lever les freins inutiles. Les procédures devraient être simplifiées, y compris pour les installations en façade et sur les toits plats dans les zones peu sensibles. Hors des zones d'habitation, on devrait pouvoir installer rapidement des panneaux photovoltaïques partout où il existe des possibilités de récupérer le courant: voies de communication, murs antibruit, constructions routières et ferroviaires, etc. Enfin, il est important d'installer des panneaux photovoltaïques en altitude, en dessus des stratus, notamment sur les lacs de retenue et les infrastructures.

Renouvelable, sauveur ou finalement ennemi à abattre?

Une partie d'entre nous souhaiterait que la production d'énergie n'ait aucun impact, mais c'est un rêve inatteignable. Toute production a un impact. Nous devons l'accepter, même si c'est très désagréable, sachant que, si nous ne développons pas rapidement les énergies renouvelables, la crise climatique aura un impact encore bien plus massif sur le paysage et la biodiversité. Il existe toutefois une manière d'assurer la sécurité de notre approvisionnement et de préserver le climat qui ménage autant les riverains que l'environnement: l'efficience et les économies d'énergie. Peut-être qu'il y aurait moins de controverses autour des grandes installations si l'on commençait par cesser de gaspiller tant d'énergie. Nous prévoyons de déposer des propositions concrètes à ce sujet lors du traitement de la loi. Selon les calculs des SIG, si l'on généralisait le programme Eco21 au niveau suisse, jusqu'à 12 000 GWh de courant électrique pourraient être économisés et ne seraient ainsi plus à produire. Je pense en outre qu'il y a eu des erreurs dans le développement de certains projets. Au début de la RPC, on a fait passer le message du premier arrivé, premier servi. De nombreux projets ont été déposés

très vite, sans porter grande attention à leur intégration et à leur acceptabilité par les riverains. Cela a laissé des traces. Dans d'autres pays européens, il y a des projets qui sont développés par des acteurs locaux, avec et pour les populations concernées. Les riverains peuvent ainsi se les approprier. Ce sont des exemples à suivre.

Comment concilier biodiversité, paysage et sécurité ?

Il faut d'abord mettre en place des instruments efficaces et lever les freins pour construire en priorité les installations qui ne posent pas de problème pour le paysage et la biodiversité, en particulier dans les zones bâties et sur les infrastructures. Il y a là un immense potentiel inexploité. Ensuite, il est clair que nous devons faire des compromis dans les cas où la production électrique est importante, et où cela vaut la peine d'accepter des atteintes locales pour éviter des dégâts globaux bien plus considérables. Le paysage est une dimension subjective et évolutive. Beaucoup de paysages que nous aimons sont issus d'interventions majeures de l'être humain sur l'environnement. Lavaux, par exemple, est le résultat d'une exploitation humaine intensive de la nature ! Dans les discussions autour du projet d'éolienne de la Vallée de Joux, j'ai été frappée par l'idée, exprimée par certaines personnes, que les mâts s'inscrivaient bien dans le « paysage industriel » de la région. J'ai aussi entendu des gens dire que les éoliennes rendaient visible la puissance du vent et que, dans cette perspective, ils les trouvaient belles. Si nos ancêtres n'avaient pas mené des réflexions de ce type à l'époque de la construction des barrages, et s'y étaient opposés, notre pays serait bien plus dépendant du nucléaire et des énergies fossiles. Aujourd'hui, beaucoup de gens visitent ces barrages comme des monuments. Ils sont porteurs de sens pour ceux qui les contemplent, et s'inscrivent dans leur conception du paysage de manière positive.

Pour la biodiversité, je pense que, si des atteintes locales doivent être portées, alors on peut concevoir des mesures de compensation. Encore une fois, cela devrait se justifier uniquement pour des projets de grande envergure, qui font la différence en termes de production électrique. La table ronde récente entre les autorités, les électriciens et les ONG environnementales, qui a débouché sur une liste de grands projets, montre que des compromis constructifs sont possibles. Il faut d'ailleurs souligner le fait que le plus grand nombre des oppositions ne vient pas des ONG environnementales, mais de riverains.

Votre parti mise sur le solaire qui ne suffira pas. Faut-il accepter d'autres solutions comme le gaz ?

Les Verts ne soutiennent pas que le solaire. Nous pensons qu'il y a aussi une place pour l'éolien et pour la biomasse, ainsi qu'un potentiel additionnel dans l'hydraulique, surtout pour le stockage. Ces technologies sont complémentaires et il faut que les bons projets puissent se concrétiser. Les Verts soutiennent, dans cette perspective, les propositions de la Conseillère fédérale Simonetta Sommaruga pour simplifier et accélérer le traitement des oppositions. Je suis par contre très sceptique face à des projets comme powerloop, d'abord parce que je doute qu'il puisse être compatible avec nos engagements climatiques. Il ne pourrait pas reposer uniquement, du moins avec les technologies actuelles, sur du gaz climatiquement neutre, par exemple issu de la biomasse. Je doute en outre que l'on puisse trouver des investisseurs prêts à s'engager dans un système qui ne devrait en principe fonctionner que comme une assurance. Pour moi, la meilleure réponse aux enjeux actuels, y compris à court terme, reste un développement massif et rapide du photovoltaïque.

Quel financement pour la transition énergétique ?

Nous avons besoin d'investissements considérables, mais ce sont des investissements, pas des coûts, contrairement aux montants gigantesques que nous devrons débloquer pour gérer la crise climatique. Le privé est un acteur important, qui doit prendre part à ces investissements. Cependant, vu la situation d'urgence dans laquelle nous nous trouvons et l'ampleur des travaux à réaliser, les collectivités publiques doivent s'engager bien plus qu'elles ne l'ont fait jusqu'ici. Il faudra certainement rehausser le plafond du supplément au réseau actuellement bloqué à 2,3 ct./kWh, mais la Confédération devrait aussi prélever des moyens sur son budget, ou créer un fonds ad hoc, comme le propose l'initiative populaire lancée par les Verts et le PS. Le secteur privé comme le secteur public s'y retrouveront, puisque le développement des énergies renouvelables va générer une importante plus-value dans notre pays. Swissolar considère que la filière solaire va devoir développer trois fois plus d'emplois qu'aujourd'hui, ce qui représente plus de 20 000 postes à temps plein supplémentaires. L'électrification de notre économie permettra aussi d'économiser les milliards de francs que nous dépensons chaque année pour acheter des énergies fossiles à l'étranger. Ils seront mieux investis chez nous. **INTERVIEW : VALÉRIE BOURDIN**

Libérez-vous des coûts énergétiques.

Notre centrale domestique est unique en son genre dans le domaine de l'alimentation électrique solaire de secours et auxiliaire. Investissez dès maintenant dans un avenir sûr et autonome avec un accumulateur à batterie de la nouvelle variante de montage peu encombrante S10E PRO Compact.

www.e3dc.ch

ENERGY STORAGE
E3DC

Une entreprise du Groupe Hager

Die nächste Dekade entscheidet, nicht jene danach

Parlament | Der Gesetzesentwurf für eine sichere Stromversorgung mit erneuerbaren Energien liegt bei der betreffenden Ständeratskommission auf dem Tisch. Die Herausforderungen sind kolossal. Die Interessenabwägung steht im Mittelpunkt der Debatten und Kompromisse beim Landschaftsschutz und bei der Biodiversität scheinen möglich. Interview mit Ständerätin Adèle Thorens Goumaz.

Bild: Parlament.ch

Zur Person

Die Waadtländer Ständerätin Adèle Thorens Goumaz setzt sich dafür ein, dass die Schweiz punkto nachhaltiger Bewirtschaftung von Ressourcen und grüner Wirtschaft eine führende Rolle übernimmt. Als Vizepräsidentin der Urek-S sind ihre Schwerpunkte insbesondere die Energiewende und das Klima, die Landwirtschaft und die Biodiversität.

Bulletin: Welche Aspekte der Energie- und Klimastrategie sind Ihnen bei der Beratung des Mantelerlasses besonders wichtig?

Adèle Thorens Goumaz: Das Gesetz legt völlig unzureichende Ausbauziele für die erneuerbaren Energien fest, und das geplante Ausbautempo ist zu langsam. Wir brauchen einen drastischen und raschen Anstieg der Produktion, sowohl aus Sicht der Versorgungssicherheit als auch in Bezug auf die Erreichung unserer Klimaziele. Das kommende Jahrzehnt ist entscheidend, nicht das darauffolgende.

Der Bundesrat hat für 2035 für die erneuerbaren Energien mit Ausnahme der Wasserkraft ein Ziel von 17 000 GWh festgelegt. Wir sind der Meinung, dass dieses Ziel doppelt so hoch sein müsste. Das Potenzial bei der Sonnenenergie ist beträchtlich und wird unterdurchschnittlich genutzt. Swissolar schätzt, dass ein allgemeines Ziel von mindestens 30 000 GWh bis 2035 sinnvoll wäre und dass davon mindestens 25 000 GWh auf die Photovoltaikenergie entfallen könnten.

Aber wie kommen wir konkret dahin?

Die Förderung muss verstärkt werden. Es liegen mehrere Vorschläge auf dem Tisch für eine Rückkaufregelung, die erlauben soll, die erforderlichen Investitionen auszulösen. Ich hoffe, dass wir uns auf eine Fassung einigen können, die konkrete Auswirkungen hat. Ich spreche mich auch für Vorschriften aus. Neubauten, deren Dächer eine geeignete Ausrichtung aufweisen, müssten systematisch mit Photovoltaikmodulen ausgestattet werden. Unnötige Hindernisse müssen beseitigt und die Verfahren vereinfacht werden; auch für Anlagen auf Fassaden und Flachdächern in unkritischen Bereichen. Ausserhalb der Wohnzonen müssten Photovoltaikmodule überall dort rasch installiert werden können, wo es Möglichkeiten zur Stromgewinnung gibt: Verkehrswege, Lärmschutzwände, Strassen- und Bahnanlagen usw. Des Weiteren ist es wichtig, Photovoltaikmodule in Höhenlagen anzubringen, oberhalb der Nebelgrenze, vor allem auf Stauseen und an Infrastrukturen.

Sind erneuerbare Energien jetzt von der Retterin zur Gegnerin geworden?

Einige von uns wünschten sich, dass die Energieproduktion keine Beeinträchtigungen mit sich brächte, aber das ist ein Wunschtraum. Alle Produktionsformen führen zu bestimmten Beeinträchtigungen. Wir müssen das akzeptieren, auch wenn es äusserst unangenehm ist, im Wissen, dass sich die Klimakrise noch viel stärker auf Landschaft und Biodiversität auswirken wird, wenn wir die erneuerbaren Energien nicht rasch ausbauen. Allerdings gibt es eine Möglichkeit, die Versorgungssicherheit zu gewährleisten und das Klima zu schützen, die Anwohner wie Umwelt schont: Energieeffizienz und Energieeinsparung. Vielleicht gäbe es weniger Kontroversen bei den Grossanlagen, wenn wir anfingen, weniger Energie zu verschwenden. Während der Behandlung des Gesetzes planen wir, diesbezüglich konkrete Vorschläge einzureichen. Gemäss Berechnungen der Industriellen Betriebe Genf (SIG) könnten bis zu 12 000 GWh Strom eingespart werden, wenn das Programm Eco21 auf die ganze Schweiz ausgedehnt würde – dieser Strom müsste dann nicht mehr produziert werden. Ausserdem bin ich der

Meinung, dass die Entwicklung gewisser Projekte fehlerhaft ist. Nach der Einführung der KEV galt: Wer zuerst kommt, mahlt zuerst. Im Eilzugstempo wurden viele Projekte eingereicht, ohne ihrer Integration und ihrer Akzeptanz seitens der Anwohner viel Beachtung zu schenken. Das hat Spuren hinterlassen. In anderen europäischen Ländern gibt es Projekte, die von lokalen Akteuren mit und für die betroffene Bevölkerung entwickelt werden. Die Anwohner werden also voll und ganz in die Projekte eingebunden. Und genau so sollte es sein.

Wie lassen sich Biodiversität, Landschaft und (Versorgungs-)Sicherheit miteinander vereinbaren?

Zunächst müssen wirksame Möglichkeiten geschaffen und Hindernisse beseitigt werden, um prioritär die Anlagen errichten zu können, die für die Landschaft und für die Artenvielfalt unproblematisch sind, insbesondere in den Bauzonen und auf Infrastrukturen. Es gibt ein enormes Potenzial, das nicht ausgeschöpft wird. Klar ist, dass es in Fällen, in denen viel Strom erzeugt werden kann und bei denen es sich lohnt, lokale Beeinträchtigungen zur Verhinderung viel grösserer globaler Schäden in Kauf zu nehmen, Kompromisse braucht. Die Landschaft wird subjektiv wahrgenommen und entwickelt sich weiter. Viele Landschaften, die wir schätzen, sind aus grösseren menschlichen Eingriffen in die Umwelt entstanden. So ist das Lavaux etwa das Ergebnis einer intensiven Nutzung der Natur durch den Menschen. In den Diskussionen zum Windkraftprojekt im Vallée de Joux überraschte mich die Aussage einiger Personen, dass sich die Masten gut in die «industrielle Landschaft» der Region einfügten. Andere sagten, die Windräder machten die Kraft des Windes sichtbar, weshalb sie die Anlagen schön fänden. Hätten unsere Vorfahren damals, als die Staudämme errichtet wurden, nicht ähnlich gedacht, sondern sich dagegen gewehrt, wäre unser Land heute viel abhängiger von der Kernenergie und von fossilen Energieträgern. Heute ziehen die Staudämme – wie Monumente – viele Besucherinnen und Besucher an. Sie sind Bedeutungsträger für die Betrachter und fügen sich in deren Wahrnehmung der Landschaft positiv ein.

Punkto Biodiversität vertrete ich die Meinung, dass es Ausgleichsmassnahmen braucht, wenn lokale Beeinträchtigungen unumgänglich sind. Es sei nochmals betont, dass dies nur für Grossprojekte zu rechtfertigen ist, die bei der Stromerzeugung viel bewirken. Der runde Tisch mit Behörden, Vertretern der Strombranche und NGOs aus dem Umweltschutzbereich, der vor Kurzem stattgefunden hat und an dem eine Liste mit Grossprojekten erstellt wurde, zeigt, dass konstruktive Kompromisse möglich sind. Übrigens stammen die meisten Beschwerden nicht von Umwelt-NGOs, sondern von Anwohnerinnen und Anwohnern.

Ihre Partei setzt stark auf die Sonnenenergie, die alleine aber nicht ausreichen wird. Müssen wir uns letztlich doch mit anderen Lösungen wie beispielsweise Gaskraftwerken abfinden?

Die Grünen unterstützen nicht nur die Sonnenenergie. Auch Windkraft und Biomasse haben ihren Platz, und es besteht weiteres Potenzial bei der Wasserkraft, insbesondere bei der Speicherung. Diese Technologien ergänzen sich, und gute Projekte müssen umgesetzt werden. Die Grünen unterstützen unter diesem Blickwinkel die Vorschläge von Simonetta Sommaruga, um die Behandlung von Beschwerden zu vereinfachen und zu beschleunigen. Allerdings bin ich gegenüber Projekten wie Powerloop äusserst skeptisch. Einerseits bezweifle ich, dass dieses Projekt mit unseren klimatischen Verpflichtungen vereinbar ist. Es könnte – zumindest mit den heutigen Technologien – nicht nur auf klimaneutralem Gas, etwa aus Biomasse, basieren. Andererseits habe ich auch meine Zweifel, ob sich Investoren finden lassen, die bereit sind, sich für ein System einzusetzen, das grundsätzlich nur als «Versicherung» dienen sollte. Meiner Meinung nach ist die beste Antwort auf die heutigen Herausforderungen, auch kurzfristig, ein massiver und rascher Ausbau der Photovoltaik.

Wie wollen Sie die Energiewende finanzieren?

Wir benötigen beträchtliche Investitionen, aber es handelt sich um Investitionen, nicht um Kosten. Ganz im Gegensatz zu den enormen Beträgen, die wir für die Bewältigung der Klimakrise bereitstellen müssen. Der Privatsektor ist ein wichtiger Akteur, der sich an diesen Investitionen beteiligen muss. Allerdings müssen sich die Gemeinwesen in Anbetracht der Notlage, in der wir uns befinden, und des Umfangs der durchzuführenden Arbeiten weit mehr einbringen, als sie das bis jetzt getan haben. Die Obergrenze des Netzzuschlags, der momentan bei 2,3 Rp/kWh fixiert ist, muss auf jeden Fall angehoben werden. Aber der Bund müsste auch selbst Mittel zur Verfügung stellen oder einen Ad-hoc-Fonds schaffen, wie dies die von den Grünen und der SP lancierte Volksinitiative vorsieht. Der private und der öffentliche Sektor werden davon profitieren, da der Ausbau der erneuerbaren Energien in unserem Land eine grosse Wertschöpfung bewirken wird. Swissolar geht davon aus, dass es in der Solarbranche dreimal mehr Arbeitsplätze brauchen wird als heute, was über 20 000 zusätzliche Vollzeitstellen bedeutet. Die Elektrifizierung unserer Wirtschaft wird auch erlauben, die Milliarden an Franken, die wir jedes Jahr für die Beschaffung fossiler Energieträger im Ausland ausgeben, einzusparen. Die können wir bei uns besser investieren.

INTERVIEW: VALÉRIE BOURDIN